

DECRET n° 2016-674 du 31 août 2016 autorisant le traitement de données à caractère personnel pour la mise en œuvre d'un système d'enrôlement biométrique des assurés de la couverture maladie universelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Economie numérique de la Poste et du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des institutions de prévoyance sociale ;

Vu la loi n°2013-450 du 19 juin 2013 relative à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la loi n°2014-131 du 24 mars 2014 instituant la Couverture Maladie universelle ;

Vu l'ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;

Vu le décret n°2012-934 du 19 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n°2014-395 du 25 juin 2014 portant création de l'institution de prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale d'Assurance Maladie », en abrégé IPS-CNAM ;

Vu le décret n°2014-647 du 29 octobre 2014 portant approbation du contrat de partenariat entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la Société SNEDAI Côte d'Ivoire, pour la mise en place d'un système d'enrôlement biométrique des assurés de la CMU et d'un applicatif de gestion de la CMU ainsi que de son environnement matériel et logiciel, du cahier des charges y relatif et de ses annexes ;

Vu le décret n°2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2016-339 du 25 mai 2016 ;

Vu l'avis n°2015-0004 du conseil de régulation de l'ARTCI en date du 21 janvier 2015 ;

Vu le procès-verbal de la commission consultative du travail du 4 février 2016 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Le présent décret autorise le traitement de données à caractère personnel pour la mise en œuvre d'un système d'enrôlement biométrique des assurés de la Couverture Maladie universelle.

Il fixe également les conditions de mise en œuvre de ce traitement en application des dispositions de la loi n° 2013-450 du 19 juin 2013 susvisée.

Art. 2. — La société SNEDAI Côte d'Ivoire est autorisée à mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel, pour le compte de l'IPS-CNAM, dans le cadre de l'exécution du contrat de partenariat entre l'Etat de Côte d'Ivoire et la société SNEDAI Côte d'Ivoire, pour la mise en place d'un système d'enrôlement biométrique des assurés de la Couverture médicale universelle.

Ce traitement de données à caractère personnel a pour finalités :

— d'identifier et d'immatriculer les assurés de la Couverture Maladie universelle ;

— de contrôler par authentification biométrique l'accès aux systèmes de soins de la Couverture Maladie universelle.

Art. 3. — Les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1 du présent décret concernent les personnes physiques résidant en Côte d'Ivoire et sont constituées par :

- le nom de famille, le(s) prénom(s) et, le cas échéant, le nom dont l'usage est autorisé par la loi ;

- le sexe ;

- la date et le lieu de naissance ;

- le numéro et la date d'établissement de l'extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif ;

- la situation matrimoniale ;

- le lieu de résidence ;

- l'adresse postale ;

- l'adresse électronique ;

- le numéro de téléphone ;

- le numéro de la pièce d'identité ou le titre de résident ;

- la nationalité ;

- le numéro matricule administratif ou professionnel ;

- la profession ;

- le numéro d'assurance maladie pour les personnes affiliées auprès des organismes gestionnaires délégués et assimilés ;

- la photo d'identité ;

- le gabarit de l'empreinte digitale des cinq doigts de chaque main.

Un dispositif alternatif est prévu permettant l'enrôlement sous un autre mode, en cas de défaillance du dispositif ou bien lorsque la prise d'empreintes est impossible à réaliser.

Art. 4. — L'IPS-CNAM est autorisée à constituer une base de données contenant l'ensemble des données mentionnées par l'article 3 ci-dessus.

Ces données sont effacées des systèmes automatisés de la société SNEDAI Côte d'Ivoire, dès l'édition des cartes d'assuré de la CMU et la transmission des données à l'IPS-CNAM.

Art. 5. — Dans la limite de leurs attributions respectives et pour l'exercice des finalités précitées, seules peuvent être destinataires des données, à l'exception du gabarit de l'empreinte digitale, les personnes habilitées de la Société SNEDAI Côte d'Ivoire en charge de l'enrôlement et de l'établissement des cartes d'assuré de la Couverture Maladie universelle.

Sont également destinataires des données, les personnes ou le service auprès de la CNAM ou des organismes gestionnaires délégués en charge du contrôle d'accès aux soins de la Couverture Maladie universelle.

Art. 6. — Les données biométriques ainsi que les données additionnelles résultant des circonstances de la collecte ne doivent pas être conservées plus longtemps que la durée nécessaire pour la réalisation de la finalité poursuivie.

La société SNEDAI Côte d'Ivoire ne peut conserver les données biométriques à l'état brut que le temps nécessaire pour la réalisation de l'opération d'extraction des éléments caractéristiques.

La durée de conservation du gabarit des caractéristiques biométriques est égale au temps pendant lequel la personne concernée est habilitée à avoir accès au système de la Couverture Maladie universelle.

Le capteur biométrique qui permet de collecter la caractéristique biométrique ne doit pas conserver de copie des données biométriques au-delà de la durée nécessaire pour effectuer la comparaison.

Art. 7. — Les droits d'accès, de rectification et d'opposition prévus aux articles 28 à 34 de la loi n°2013-450 du 19 juin 2013 susvisée s'exercent auprès du directeur général de l'IPS-CNAM ou auprès de l'organisme gestionnaire délégué de rattachement de la personne concernée.

La SNEDAI Côte d'Ivoire fournit aux assurés de la CMU avant tout traitement les informations suivantes :

- l'identité du responsable de traitement et, le cas échéant, celle de son représentant ;
- la ou les finalité(s) du traitement auquel les données sont susceptibles d'être communiquées ;
- les catégories de données concernées ;
- les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées ;
- le caractère obligatoire ou facultatif des mesures utilisées pour la collecte des données ;
- l'existence de droits d'accès, de rectification et d'opposition pour les personnes concernées et les coordonnées du service auprès duquel les faire valoir ;
- la durée de conservation des données collectées ;
- l'éventualité de tout transfert de données à destination de pays tiers.

Art. 8. — La société SNEDAI Côte d'Ivoire, l'IPS-CNAM, les organismes gestionnaires délégués et tout autre organisme privé ou public intervenant indirectement dans la mise en place et la gestion du système d'enrôlement biométrique des assurés de la Couverture Maladie universelle doivent, avant tout traitement, désigner chacun un correspondant à la protection et le notifier à l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire, autorité de protection.

Le correspondant à la protection exerce les missions prévues par l'article 12 de la loi n°2013-450 du 19 juin 2013 susvisée.

Art. 9. — Dans le cadre de la mise en œuvre du système d'enrôlement biométrique des assurés de la Couverture Maladie universelle, l'IPS-CNAM est autorisée à récupérer les données à caractère personnel déjà existantes des assurés auprès des organismes gestionnaires délégués ou tout autre organisme privé ou public.

Art. 10. — La société SNEDAI Côte d'Ivoire prend toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données biométriques traitées et, notamment, pour empêcher qu'elles soient détruites, déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès, conformément à l'article 40 de la loi n°2013-450 du 19 juin 2013 susvisée.

Art. 11. — La société SNEDAI Côte d'Ivoire, l'IPS-CNAM, les organismes gestionnaires délégués et tout autre organisme privé intervenant directement ou indirectement dans la mise en place et la gestion du système d'enrôlement biométrique des assurés de la Couverture Maladie universelle sont tenus de se mettre en conformité avec la loi n°2013-450 du 19 juin 2013 susvisée.

Art. 12. — Le ministre de l'Economie numérique et de la Poste et le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 31 août 2016.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2016-675 du 31 août portant ratification de l'Accord de prêt n° PBC (2016) NO.4 total NO. (392) d'un montant total de cinquante-sept millions cent sept mille deux cent quatre-vingt-six virgule cinquante-cinq (57 107 286,55) dollars US, soit environ trente-trois milliards trois cent cinquante millions (33 350 000 000) de francs CFA, conclu le 6 juin 2016, entre la Banque d'export-import de Chine (EXIMBANK CHINE) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet de plate-forme de vidéo-protection de la ville d'Abidjan.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, du ministre des Affaires étrangères et du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2016-339 du 25 mai 2016 ;

Vu l'Accord de prêt n° PBC (2016) NO.4 total NO. (392) du 6 juin 2016 relatif au financement du projet de plate-forme de vidéo-protection de la ville d'Abidjan ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — L'accord de prêt n° PBC (2016) NO.4 total NO. (392) d'un montant total de cinquante-sept millions cent sept mille deux cent quatre-vingt-six virgule cinquante-cinq (57 107 286,55) dollars US, soit environ trente-trois milliards trois cent cinquante millions (33 350 000 000) de francs CFA, conclu le 6 juin 2016, entre Eximbank Chine et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet de plate-forme de vidéo-protection de la ville d'Abidjan, est ratifié.

Art. 2. — Le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le ministre des Affaires étrangères et le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 31 août 2016.

Alassane OUATTARA.